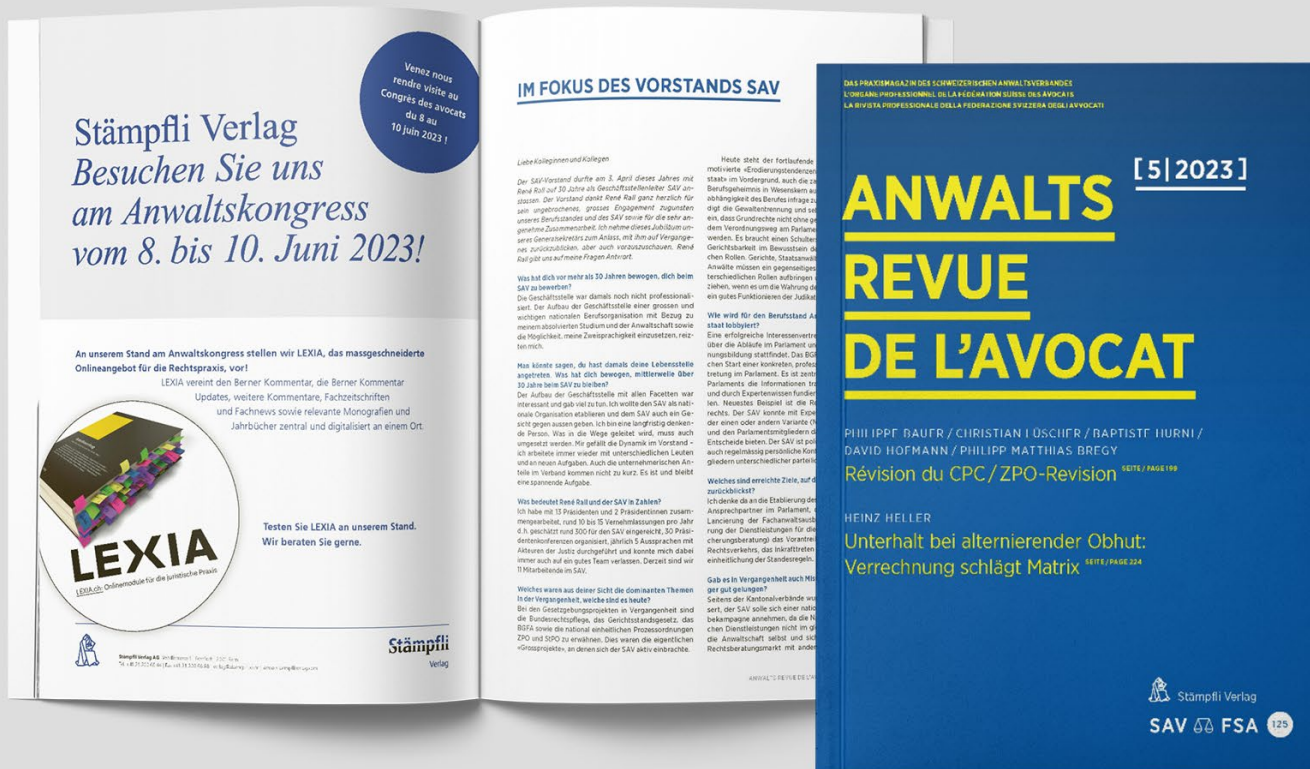


MEDIADATEN ANWALTSREVUE

SAV  FSA


Stämpfli
Kommunikation

GÜLTIG AB 01.09.2023



Gesamtauflage: 11 000

Das offizielle Publikationsorgan des Schweizerischen Anwaltsverbandes (SAV)

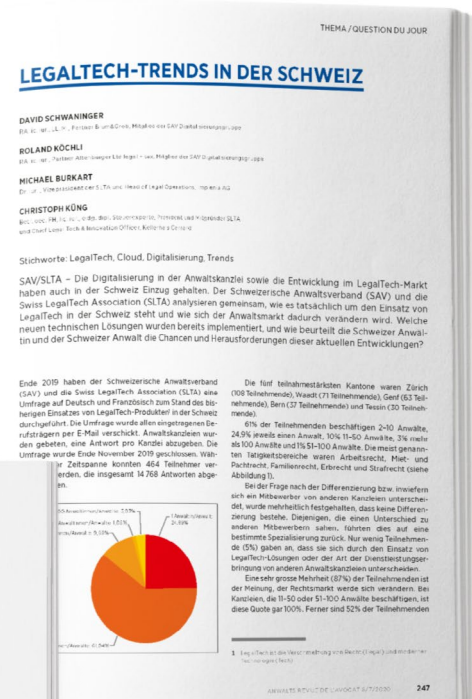
Die «Anwaltsrevue» ist das Praxismagazin und Verbandsorgan des Schweizerischen Anwaltsverbandes (SAV). Sie richtet sich hauptsächlich an praktizierende Anwältinnen und Anwälte in der Schweiz, allen voran an die Mitglieder des SAV.

Im Hauptteil der «Anwaltsrevue» werden anwaltspezifische und praxisbezogene Beiträge veröffentlicht. Ein Schwerpunkt bildet dabei das Anwaltsberufsrecht. Den Verbandsnachrichten und -mitteilungen des SAV ist eine eigene Rubrik gewidmet. Regelmässig erscheinen Beiträge zu neuen Technologien. Die Autorinnen und Autoren der Beiträge sind praktizierende Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälte aber auch Persönlichkeiten aus Rechtsprechung und Lehre.

Die Mitteilungen des Verbandes werden jeweils in Deutsch und Französisch publiziert. Die Artikel der andern Rubriken erscheinen in einer der Landessprachen, vereinzelt auch in Englisch.

Die «Anwaltsrevue» erscheint auch digital

Die PDF-Version der «Anwaltsrevue» ist identisch mit dem gedruckten Heft. Einen Mehrwert bieten die integrierten Links auf Gesetze, Bundesgerichtsentscheide und Websites.



ÉVOLUTION ET PERSPECTIVES DE LA LEGALTECH EN SUISSE

THEMA / QUESTION DU JOUR

DAVID SCHWANNER
Avocat, associé et directeur, H. M. Avocats et Associés SA, avocat associé et directeur, H. M. Avocats et Associés SA, avocat associé et directeur, H. M. Avocats et Associés SA

ROLAND KÜCHLI
Avocat, associé et directeur, H. M. Avocats et Associés SA, avocat associé et directeur, H. M. Avocats et Associés SA, avocat associé et directeur, H. M. Avocats et Associés SA

MICHAEL BURKART
Docteur en droit, vice-président de la SLTA et Head of Legal Operations, Inphena SA

CHRISTOPH KÜNG
Economic Director, Director of IT, Head of Digital Operations, Inphena SA

Mots-clés: legaltech, cloud, numérisation, évolution et perspectives

FSA/SLTA - L'évolution numérique au sein des études d'avocats et le développement du marché de la legaltech ont également trouvé leur voie en Suisse. Dans le cadre d'un sondage de grande envergure, l'Association suisse des Avocats (FSA) et la Swiss LegalTech Association (SLTA) ont passé au crible l'utilisation actuelle de la legaltech en Suisse et tenté de déterminer comment le marché juridique se développe. Quelles sont les nouvelles technologies déjà mises en place? Quelles sont les opportunités qui se présentent aux avocats suisses? Comment notre profession relève-t-elle les défis lancés par cette évolution?

Pour trouver des éléments de réponse à ces questions cruciales, la FSA et la SLTA ont mené fin 2019 une large enquête en allemand et en français sur l'utilisation actuelle des produits de legaltech en Suisse. Un questionnaire a été envoyé par e-mail à tous les avocats inscrits, et

invitant chaque étude d'avocats à renvoyer collectivement un seul formulaire. Le sondage, réalisé jusqu'au novembre 2019, a permis de compléter les 14 768 réponses sur un échantillon de 464 membres, soit 4,2% de l'ensemble statistique de la FSA.

Les cinq cantons qui ont fourni le plus grand nombre de réponses sont Zurich (108 participants), Vaud (71), Genève (63), Berne (37) et le Tessin (30). La distribution selon le taille de l'étude d'avocats, avec des arrondis à l'unité supérieure (voir graphique 1).

Dans l'ordre décroissant, l'échantillon statistique repose donc sur 61% d'études à 2-9 avocats, 25% avec 10-50 avocats, 7% avec 51-100 avocats, 3% avec 100 avocats et 1% avec 51-100 avocats. Les données de compétence les plus fréquemment mises en avant sont le droit de travail, le droit du bail à louer et à ferme, le droit de la famille, le droit des successions et le droit pénal.

3. Capacité de collaboration accrue grâce aux outils numériques

Graphique 1

Graphique 2

20% des études ont déjà entamé ce processus de changement au cours des 12 derniers mois et 13% ont l'intention de changer ou de s'adapter au cours des 12 prochains mois. Seules 15% sont d'avis qu'un changement n'est pas nécessaire. En leur demandant ce qui allait concrètement changer, 165 avocats ont indiqué une plus grande spécialisation dans des domaines de compétence particuliers, ainsi que 153 avocats ont indiqué une plus grande capacité pour mieux accompagner leurs clients. En outre, 134 avocats souhaitent se démarquer de leurs concurrents par l'apport de solutions technologiques juridiques et 114 par des modalités d'honoraires alternatifs.

Seules 35 des études (6,6%) déclarent employer en plus des collaborateurs juridiques traditionnels, des personnes ayant des fonctions particulières de soutien. Ce sont les office managers, les informaticiens et les experts de legaltech qui ont été le plus souvent cités. D'autres fonctions spécialisées ont été mentionnées: le directeur du marketing, le directeur d'opération, le chef de projet, l'analyse de données et le directeur des opérations juridiques.

LEGALTECH-TRENDS IN DER SCHWEIZ

THEMA / QUESTION DU JOUR

DAVID SCHWANNER
B.A. LL. M., LL. M., Fellow & Chair of Swiss Studies, Member of the Swiss Council on International Law

ROLAND KÜCHLI
B.A. LL. M., LL. M., Fellow & Chair of Swiss Studies, Member of the Swiss Council on International Law

MICHAEL BURKART
B.A. LL. M., LL. M., Fellow & Chair of Swiss Studies, Member of the Swiss Council on International Law

CHRISTOPH KÜNG
B.A. LL. M., LL. M., Fellow & Chair of Swiss Studies, Member of the Swiss Council on International Law

Stichworte: LegalTech, Cloud, Digitalisierung, Trends

SAV/SLTA - Die Digitalisierung in der Anwaltskanzlei sowie die Entwicklung im LegalTech-Markt haben auch in der Schweiz Einzug gehalten. Der Schweizerische Anwaltsverband (SAV) und die Swiss LegalTech Association (SLTA) analysieren gemeinsam, wie es tatsächlich um den Einsatz von LegalTech in der Lösung steht und wie sich der Anwaltsmarkt dadurch verändern wird. Welche neuen technischen Lösungen wurden bereits implementiert, und wie beurteilt die Schweizer Anwältinnen und der Schweizer Anwalt die Chancen und Herausforderungen dieser aktuellen Entwicklungen?

Ende 2019 haben der Schweizerische Anwaltsverband (SAV) und die Swiss LegalTech Association (SLTA) eine Umfrage auf Deutsch und Französisch zum Stand des bisherigen Einsatzes von LegalTech-Produkten in der Schweiz durchgeführt. Die Umfrage wurde allen eingetragenen Berufstätigen per E-Mail verschickt. Anwaltskanzleien wurden geteilt, eine Antwort pro Kanzlei abgefragt. Die Umfrage wurde Ende November 2019 geschlossen. Wahlzeitpunkte konnten 464 Teilnehmer werden, die insgesamt 14 768 Antworten abgaben.

Die fünf kantonsstärksten Kantone waren Zürich (108 Teilnehmer), Vaud (71 Teilnehmer), Bern (37 Teilnehmer), Gen (30 Teilnehmer) und Tessin (30 Teilnehmer).

61% der Teilnehmenden beschäftigten 2-10 Anwälte, 24,9% mehr als einen Anwalt, 30% 11-50 Anwälte, 3% mehr als 100 Anwälte und 1% 51-100 Anwälte. Die meisten genannten Tätigkeitsbereiche waren Arbeitsrecht, Miet- und Pachtrecht, Familienrecht, Erbrecht und Strafrecht (siehe Abbildung 1).

Bei der Frage nach der Differenzierung bzw. Invoicing sich ein Mitbewerber von anderen Kanzleien unterschiedet, wurde mehrheitlich festgehalten, dass keine Differenzierung bestehe. Diejenigen, die einen Unterschied zu anderen Mitbewerbern sahen, führten dies auf eine bestimmte Spezialisierung zurück. Nur wenig Teilnehmende (5%) gaben an, dass sie sich durch den Einsatz von LegalTech-Lösungen oder der Art der Dienstleistungsbeziehung von anderen Anwaltskanzleien unterscheiden.

Eine sehr grosse Mehrheit (87%) der Teilnehmenden ist der Meinung, der Rechtsmarkt werde sich verändern. Bei Kantonen, die 11-50 oder 51-100 Anwälte beschäftigen, ist diese Quote gar 100%. Ferner sind 52% der Teilnehmenden

Sur la question de savoir si les études d'avocats avaient le sentiment de se démarquer sur le marché et, si oui, dans quelle mesure, la plupart d'entre elles ont répondu qu'elles ne se sentaient pas fondamentalement différentes de leurs concurrents. Quant aux études qui ont répondu par l'affirmative, elles ont attribué leur «marque de fabrique» à une spécialisation particulière qui leur était propre. Seules 5% des études ont déclaré se démarquer des autres études par l'utilisation de solutions legaltech ou la manière dont elles fournissent leurs services.

Une forte majorité (87%) des études sondées estime qu'il y aura des changements en profondeur sur le marché juridique. Pour les études de 11-100 avocats, il s'agit d'une certitude puisque 100% des réponses vont dans ce sens. En outre, 52% des études pensent qu'elles devront, sur le long terme, modifier leur organisation ou ajouter la manière dont elles fournissent leurs services. A la question d'un changement futur ou déjà opéré, la distribution des réponses collectées, arrondies à l'unité supérieure, est la suivante:

Graphique 2

20% des études ont déjà entamé ce processus de changement au cours des 12 derniers mois et 13% ont l'intention de changer ou de s'adapter au cours des 12 prochains mois. Seules 15% sont d'avis qu'un changement n'est pas nécessaire. En leur demandant ce qui allait concrètement changer, 165 avocats ont indiqué une plus grande spécialisation dans des domaines de compétence particuliers, ainsi que 153 avocats ont indiqué une plus grande capacité pour mieux accompagner leurs clients. En outre, 134 avocats souhaitent se démarquer de leurs concurrents par l'apport de solutions technologiques juridiques et 114 par des modalités d'honoraires alternatifs.

Seules 35 des études (6,6%) déclarent employer, en plus des collaborateurs juridiques traditionnels, des personnes ayant des fonctions particulières de soutien. Ce sont les office managers, les informaticiens et les experts de legaltech qui ont été le plus souvent cités. D'autres fonctions spécialisées ont été mentionnées: le directeur du marketing, le directeur d'opération, le chef de projet, l'analyse de données et le directeur des opérations juridiques.

Herausgeber

Redaktion

Peter von Ins – Partner in der Anwaltskanzlei «von ins | wyder | zumstein» in Bern – übt seit 1998 das Amt des Chefredaktors der «Anwaltsrevue» aus. Der Rechtsanwalt, der auch die Ausbildungen zum Fachanwalt SAV Bau- und Immobilienrecht und zum Mediator durchlaufen hat, wird in der Redaktion vom Generalsekretär des SAV, von Co-Redaktoren aus verschiedenen Landesteilen und vom zuständigen juristischen Projektverantwortlichen des Stämpfli Verlags unterstützt.

Rubriken

Namentlich: Im Fokus des Vorstands SAV, Thema, Anwaltspraxis, Rechtsprechung, Anwaltsrecht, SAV – kantonale Verbände, Forum, Glosse.

Zielgruppe

Sämtliche Mitglieder des Schweizerischen Anwaltsverbands, Anwälte/-innen, Richter/innen, Professoren/-innen, Studierende der Rechtswissenschaften, in Verwaltung und Wirtschaft tätige Juristen/-innen.



Stämpfli Verlag

Stämpfli Verlag AG

Der Stämpfli Verlag ist führender Verlag für Rechts- und Staatswissenschaften in der Schweiz. Er ist Herausgeber von umfassenden juristischen Informationen. Neben der Publikation von Zeitschriften zu allgemeinen Rechtsthemen oder spezifischen Themenfeldern betreibt er ein breites, alle relevanten Rechtsgebiete umfassendes Printprogramm. Zudem bietet der Stämpfli Verlag eigens betriebene Online-Portale an und ist als Hauptaktionär an der Rechtsinformationsplattform Swisslex beteiligt.

Neben der Veröffentlichung von Rechtsinformationen führt der Stämpfli Verlag AG auch ein Sachbuchprogramm sowie die Online-Buchhandlung «Stämpfli Buchhandlung».

SAV  FSA

Schweizerischer Anwaltsverband
Fédération Suisse des Avocats
Federazione Svizzera degli Avvocati
Swiss Bar Association

Schweizerischer Anwaltsverband (SAV)

Der Schweizerische Anwaltsverband wahrt das Ansehen, die Rechte und die Interessen des schweizerischen Anwaltsstandes gegenüber den eidgenössischen Behörden sowie internationalen Organisationen. Er tritt für die Unabhängigkeit des Anwaltsberufes ein, fördert die Beziehungen unter den kantonalen Verbänden und pflegt jene zu internationalen Anwaltsorganisationen mit ähnlichen Zielen. Die theoretische und praktische Weiterbildung seiner Mitglieder ist dem SAV wichtig.

MEDIADATEN

Technisches

Auflage

11 000 Exemplare (durchschnittlich verkaufte bzw. abonnierte Auflage, notariell beglaubigt)

Sprachen

Deutsch und Französisch kombiniert; vereinzelt auch Englisch oder Italienisch

Technische Angaben

Format: A4, 210 × 297 mm
Satzspiegel: 170 × 248 mm
Papier: gestrichen

Druckmaterial

PDF/X-4 gemäss ISO 15930-7
300 dpi, CMYK, Fonts eingebettet,
3 mm Beschnitt

Druck

Stämpfli Kommunikation, Bern

Allgemeine Geschäftsbedingungen

Siehe unter staempfli.com/mediadaten

Umtriebsentschädigung

Werden gebuchte Anzeigen nach Anzeigeschluss storniert oder geändert, verrechnen wir eine administrative Aufwandspauschale.

Rabatte / Kommission

Abschlussrabatt
3-mal 5%, 6-mal 10%, 10-mal 15% vom Bruttopreis

Beraterkommission
Für anerkannte Werbeagenturen und Vermittler:
10% vom Nettopreis

Herausgeber / Redaktion

Schweizerischer Anwaltsverband und
Stämpfli Verlag AG

Schweizerischer Anwaltsverband
Marktgasse 4
Postfach 8321, 3001 Bern
Tel. +41 31 313 06 06
info@sav-fsa.ch
sav-fsa.ch

Stämpfli Verlag AG
Wölflistrasse 1
Postfach, 3001 Bern
Tel. +41 31 300 63 25
zeitschriften@staempfli.com
staempfliverlag.com

Chefredaktor
Peter von Ins
Rechtsanwalt
Kochergasse 6
3001 Bern
Tel. +41 31 328 35 35
peter.vonins@bern.law

Abonnemente

Neuer MwSt. Satz 2.6% (exkl. Handling und Versand)

Abo inkl. Porto	Preis
Jahresabonnement Inland	223.–
Jahresabonnement Europa und Rest	223.–
Studenten	103.–
Online-Abonnement	195.–
Einzelheft exkl. Porto	32.–

Abonnementsbestellungen und Adressänderungen bitte an den Herausgeber.
Mitglieder des SAV melden sich bitte direkt beim SAV.

Alle Preise in CHF, exkl. 8,1% MwSt.

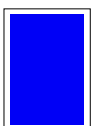
Formate und Preise

Print (farbig oder schwarz-weiss)

1/1 Seite randabfallend
216 x 303 mm
3199.–



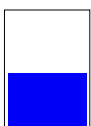
1/1 Seite
170 x 248 mm
3199.–



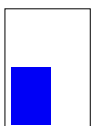
1/2 Seite hoch
82 x 248 mm
1899.–



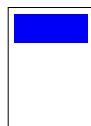
1/2 Seite quer
170 x 121 mm
1099.–



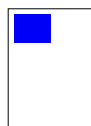
1/4 Seite hoch
82 x 121 mm
1099.–



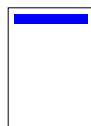
1/4 Seite quer
170 x 58 mm
1099.–



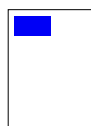
1/8 Seite quer
82 x 58 mm
599.–



1/8 Seite Banner
170 x 22 mm
599.–



Adressfeld
82 x 43 mm
(10 Ausgaben)
499.–



Erscheinungsweise und Termine

Inserateschluss	Erscheinungsdaten
04.01.2024	26.01.2024
01.02.2024	23.02.2024
29.02.2024	22.03.2024
04.04.2024	26.04.2024
07.05.2024	31.05.2024
06.06.2024	28.06.2024
08.08.2024	30.08.2024
05.09.2024	27.09.2024
03.10.2024	25.10.2024
21.11.2024	13.12.2024

Spezielles

Spezialplatzierungen

Umschlagseiten

2. und 4. Umschlagseite	3738.–
-------------------------	--------

Andere fixe Platzierungen: 10% Zuschlag auf dem Bruttopreis

Beilagen / Beihefter

Werbewert	bis max. 50 g	2990.–
Technische Kosten	Einstecken/Einheften	405.–/325.–
Porto	bis 50 g Beilage/Beihefter	1095.–/200.–

Online

Fullbanner*

Mögliche Platzierungen und Preise im Kalendermonat

Medium Rectangle	480.–
Wide Rectangle	680.–

Technische Angaben

Platzierung: Run of Site
Dateigrösse: max 500 kB
Dateiformate: png, jpg
Bannergrösse: 410 x 250 Pixel
800 x 250 Pixel

Kontaktieren Sie uns

Fachmedien sind unsere Spezialität. Wir vermarkten deren elektronischen und gedruckten Werberaum und die dazugehörigen Portale und Kanäle. Dabei stehen wir in regem Kontakt mit den Verlegern, den Redaktionen und Ihnen, den Werbekunden. Unser Ziel ist Ihr Erfolg. Gerne stehen wir Ihnen während des ganzen Prozesses, von der Konzeption bis zur Umsetzung, beratend zur Seite. Wir kennen die Anforderungen und Spezialitäten der einzelnen Publikationen, Portale und Werbeformate. So stellen wir sicher, dass Ihre Botschaft mit der besten Gestaltung am richtigen Ort im gewünschten Format zum richtigen Zeitpunkt im richtigen Werbeträger erscheint.

Möchten Sie eine Gesamtberatung, eine Kostenberechnung, oder haben Sie sonstige Fragen zum Angebot? Zögern Sie nicht, uns zu kontaktieren. Wir freuen uns auf Ihre Kontaktaufnahme.



Ihre Kontaktpersonen bei der Stämpfli Kommunikation



Willy Beutler
Verantwortlicher Mediaberatung
und -vermarktung
Tel. +41 31 300 63 82
mediavermarktung@staempfli.com



Christian Hauff
Verantwortlicher Mediaberatung
und -vermarktung
Tel. +41 44 403 44 61
mediavermarktung@staempfli.com

Stämpfli Kommunikation

Wölflistrasse 1
Postfach
3001 Bern

+41 31 300 66 66
Hertistrasse 3
8304 Wallisellen
+41 44 309 90 90

info@staempfli.com
www.staempfli.com